

# SAMEDI 8 MARS 2025

## Luttons pour nos droits, dans la rage et dans la joie !

Partout dans le monde, des victoires féministes sont remportées. Des femmes prennent la tête de syndicats, imposent leur voix et leur légitimité dans des sphères historiquement masculines. Des procès emblématiques marquent l'histoire, à l'image de celui de Gisèle Pelicot, d'Adèle Haenel, ou encore de la boxeuse algérienne Imane Khelif. Ces avancées nous rappellent que la lutte féministe est plus vivante que jamais, qu'elle résiste face au patriarcat.

Aujourd'hui à Saint-Gaudens, nous nous mobilisons pour obtenir des avancées législatives en faveur des familles monoparentales et pour l'égalité professionnelle. Trop de femmes subissent encore des inégalités salariales criantes : en équivalent temps plein, elles gagnent en moyenne 400 euros de moins par mois que leurs collègues masculins. Il est inacceptable que 62 % des personnes payées au SMIC soient des femmes, et que 70 % des bénéficiaires des banques alimentaires soient des femmes. Nous exigeons une revalorisation salariale immédiate : une augmentation de 400 euros pour toutes et tous, et un SMIC porté à 2000 euros net.

La dernière réforme des retraites a encore davantage pénalisé les femmes, dont les pensions sont déjà inférieures de 40 % à celles des hommes. Les mères isolées subissent le temps partiel imposé, des salaires plus faibles et une précarité accrue. Nous réclamons l'abrogation de la réforme des retraites, l'interdiction du temps partiel imposé, l'égalité salariale, la revalorisation des métiers féminisés et la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités.

L'idéologie libérale s'attaque aux services publics et accroît la charge pesant sur les femmes. Avec la privatisation de l'hôpital, des écoles, des EHPAD et du logement social, ce sont elles qui compensent. 60 % des aidant·es sont des femmes, et elles assument encore 70 % des tâches domestiques. Nous demandons la création d'un service public de la petite enfance et de la prise en charge de la dépendance et une réduction du temps de travail à 32 heures par semaine pour permettre un meilleur partage des responsabilités domestiques et parentales.

Le Conseil supérieur de l'éducation a enfin validé un programme d'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité (EVARS), qui prévoit trois séances

obligatoires par an dès l'école primaire. Une victoire importante, mais qui reste fragile face aux résistances réactionnaires et au manque de moyens des établissements scolaires. Il est impératif de garantir la formation des personnels éducatifs et de renforcer la mise en œuvre de ces enseignements.

L'extrême droite américaine s'attaque aux droits des personnes minorisées et avec une virulence particulière aux personnes trans et restreint toujours plus l'accès à l'IVG. Ces menaces existent déjà en Europe et se rapprochent de la France. Ici même dans le Comminges, des forces conservatrices tentent de repousser les avancées en matière de reconnaissance des identités de genre et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Trop de femmes victimes de violences sexuelles et sexistes se heurtent encore à des refus de plainte ou à des classements sans suite. Le rapport d'Amnesty International, « Rentrez chez vous, ça va passer », souligne ces carences et propose des solutions concrètes. Il est urgent d'allouer des moyens financiers conséquents à la justice et aux services d'aide aux victimes.

Nous sommes en grève en solidarité avec nos sœurs qui subissent les ravages des guerres à travers le monde. Celles qui survivent sous les bombardements, qui sont contraintes à l'exode, qui subissent des violences sexuelles comme arme de guerre, qui peinent à nourrir leur famille. Nous soutenons également les travailleuses sans-papiers surexploitées et victimes de discriminations aggravées.

Nous n'oublions pas les femmes qui mettent leur liberté en péril pour défendre leurs droits : Zhang Zhan, journaliste chinoise emprisonnée pour avoir dénoncé la gestion du Covid-19, ou Manahel al Otaibi, détenue en Arabie saoudite pour avoir simplement revendiqué son droit à disposer de son corps.

Nous ne céderons pas. Nous sommes une force organisée, une menace réelle pour ceux et celles qui veulent nous faire taire. Ensemble, nous continuerons à lutter, à revendiquer, à arracher nos droits ! Nous sommes le vent du changement, et nous n'avons pas fini de souffler.

**Rendez-vous à 11h place du tribunal pour  
une manifestation joyeuse suivie d'une cantine solidaire  
Un seul mot d'ordre : BOUM VIOLETTE**

